

COMMUNE DE BEAULIEU-LÈS-LOCHES

LOT N° 4



ASSURANCE DE LA PROTECTION JURIDIQUE



PROCÉDURE ADAPTÉE

SOMMAIRE

Les dispositions concernant le LOT N°4 – « Assurance Protection Juridique » sont présentées de la façon suivante :

- 1. INVENTAIRE DES RISQUES - SINISTRALITÉ**
- 2. CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES GÉNÉRALES
(CONDITIONS GÉNÉRALES DE LA GARANTIE)**
- 3. CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES (CONDITIONS
PARTICULIÈRES DE LA GARANTIE)**
- 4. CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES**
- 5. ACTE D'ENGAGEMENT**

INVENTAIRE DES RISQUES

PROTECTION JURIDIQUE

- PRÉSENTATION DE LA COLLECTIVITÉ -

INVENTAIRE DES ACTIVITES

Les renseignements ci-après ne peuvent être considérés comme constituant une liste exhaustive de la commune. Ils représentent une base générale d'informations permettant d'apprécier les compétences de la commune dans ses grandes lignes.

Les assureurs conservent la faculté d'obtenir tous renseignements complémentaires qui leur sembleraient utiles.

I. INTERCOMMUNALITÉ

↳ La Collectivité fait-elle partie d'une structure intercommunale (Communauté, Syndicats) ? **Oui**

- Si Oui, laquelle : **Communauté de Communes Loches Développement**

↳ Quels sont les compétences et services qui ont été transférés :

- **Développement économique**
- **Aménagement de l'espace communautaire**
- **Gestion d'une politique du logement et de l'habitat sur le territoire de la CCLD**
- **Ordures ménagères**
- **Action Sociale**
- **Environnement**
- **Tourisme**
- **Petite enfance/jeunesse**
- **Gens du voyage**
- **Contrat de Pays**
- **Péréquation et solidarité intercommunale**

II. POPULATION TOTALE

↳ Habitants au dernier recensement : **1794**

↳ Collectivité classée station : **Non**

III. COMPOSITION DE L'ASSEMBLÉE COMMUNALE

↳ Nombre de Conseillers municipaux : **19**

↳ Nombre d'Adjoints : **5 et 1 conseiller délégué**

IV. PERSONNEL- BUDGET DE FONCTIONNEMENT

↳ Nombre total d'agents : Titulaires, stagiaires, auxiliaires, vacataires et contractuels : **18 dont 3 retraités.**

- Architectes : 0
- Médecins : 0

↳ Masse salariale brute du dernier budget primitif **hors charges patronales** (c'est-à-dire les traitements de l'ensemble du personnel y compris indemnités de résidence et supplément familial de traitement hors primes de technicité et autres primes non soumises à cotisations sociales) : **285 355 €**

↳ Budget de fonctionnement : **1 099 514 €**

V. POLICE MUNICIPALE : OUI

↳ Nombre d'agents : 1

VI. COLLECTE, TRI ET TRAITEMENT DES DECHETS : NON

VII. EAU – ASSAINISSEMENT : NON

7.1 EAU: NON

↳ Collectivité non exploitante

* Mode d'exploitation : Communauté de Commune de Loches Développement

* Propriété du réseau : **CCLD**

7.2 ASSAINISSEMENT : NON

↳ Collectivité non exploitante

* Mode d'exploitation : **CCLD**

* Propriété du réseau : **CCLD**

VIII. SERVICE D'INCENDIE ET DE SECOURS : NON

↳ Gestion départementale : **LOCHES**

IX. SERVICE DE RESTAURATION : OUI

↳ Restaurant scolaire : **Oui**

* Mode d'exploitation : **Chaîne froide livrée par « Les Toques Régionales »**

* Nombre de repas journaliers : **130**

- Le personnel municipal est-il affecté à la surveillance ? **Oui**

↳ Autre service de restauration municipale : **Non**

↳ Portage de repas à domicile : **Non**

X. SERVICE D'HYGIENE ET DE SANTÉ : NON

XI. SERVICE DE SOINS INFIRMIERS, MAINTIEN A DOMICILE OU AIDES MÉNAGÈRES : NON

XII. RÉSIDENCE POUR PERSONNES AGÉES : NON

XIII. ABATTOIRS : NON

XIV. TRANSPORT: NON

XV. CRÉCHES – HALTES GARDERIES : NON

XVI. GARDERIE A DOMICILE : NON

XVII. GARDERIE PERI SCOLAIRE : NON Association Familles Rurales.

XVIII. ACTIVITÉS « JEUNESSE » : NON

↳ ACTIVITES DE LOISIRS SANS HEBERGEMENT : **NON**

↳ COLONIES DE VACANCES : **NON**

↳ CLASSES NATURE : **NON**

↳ AUTRES ACTIVITES DESTINEES A LA JEUNESSE : **NON**

XIX. PISCINES – Baignades ou plages aménagées : NON

XX. TERRAINS DE SÉJOUR – CARAVANING – CAMPING : NON

XXI. SALLES DE SPÉCTACLES : NON

XXII. CASINOS – SALLES DE JEUX : NON

XXIII. AUTRES ACTIVITES ORGANISÉES PAR LA COLLECTIVITÉ : OUI

↵ Manifestations ludiques, culturelles, sportives, (carnaval, spectacles divers...) :

Foire Souillarde

↵ Fréquentation approximative : **800 à 1000**

↵ Durée : **1 journée**

↵ **5 spectacles** par an

↵ Fréquentation approximative : **50 à 80** personnes par spectacle.

↵ Durée : **1h30 à 2h.**

XXIV. PARTICIPATION DE LA COMMUNE A UNE SOCIÉTÉ D'ÉCONOMIE MIXTE : NON

XXV. PATRIMOINES IMMOBILIERS ET MOBILIERS :

(autres que les bâtiments et leur contenu)

25.1 BOIS ET FORETS : NON

↵ **25.2 ETABLISSEMENTS SPORTIFS COUVERTS OU COMPORTANT DES TRIBUNES : NON**

↵ **25.3 PORT NAUTIQUE : NON**

↵ **25.4 EMBARCATIONS : NON**

↵ **25.5 ENGINS AERIENS : NON**

↵ **25.6 INSTALLATIONS PARTICULIERES DE TRANSPORTS DE PERSONNES OU DE MARCHANDISES : NON**

↵ **25.7 BARRAGES – PLANS D'EAU OU RETENUES D'EAU : NON**

↵ **25.8 AERODROME : NON**

↵ **25.9 CAVES SOUTERRAINES: OUI (anciennes champignonnières)**

XXVI. GESTION DE L'URBANISME : OUI

↵ **P.O.S. : oui**

Si oui, date d'approbation : **25.03.02** :
-Modification n°1 le 10.01.05.
-Modification n°2 et révisions simplifiées n°1 et 2 le 05.07.07
-Modification n°3 et révision simplifiée n°3 le 14.12.09
-Modification simplifiée n°2 le 03.09.12

↳ Nombre de permis et de déclarations (construction, démolition, lotissement et autres) délivrés pour chacune des années suivantes :

ANNÉE	PERMIS ET DÉCLARATIONS	PERMIS DE DÉMOLITION	LOGEMENTS CONCERNÉS
2009	63	/	Maisons individuelles
2010	69	/	Maisons individuelles
2011	62	1	Maisons individuelles

↳ Instructions des actes : Direction Départementale de l'Équipement

ETAT DE LA SINISTRALITE



ATTESTATION D'ASSURANCE

Assuré SMACL Assurances : Police 015845/Y

COMMUNE DE BEAULIEU LES LOCHES
MAIRIE

37600 BEAULIEU LES LOCHES

Au titre de la police désignée ci-dessus, SMACL Assurances certifie qu'à ce jour, aucun sinistre n'a été déclaré dans le cadre du contrat Protection Juridique souscrit le 01/01/2009.

NIORT le 12-07-2012



CLAUSES TECHNIQUES GÉNÉRALES

CONDITIONS GÉNÉRALES DE LA GARANTIE

ASSURANCE PROTECTION JURIDIQUE

La garantie de l'assureur est accordée dans les conditions prévues aux articles 1 à 6 détaillés ci-après :

- ART 1 OBJET DE LA GARANTIE
- ART 2 CHAMP D'APPLICATION DE LA GARANTIE
- ART 3 EXCLUSIONS
- ART 4 FONCTIONNEMENT DU CONTRAT
- ART 5 CHOIX DE L'AVOCAT
- ART 6 ARBITRAGE

Il est par ailleurs convenu que l'assuré est garanti avec abandon de la règle proportionnelle prévue à l'art L 121-5 du Code.

ARTICLE 1 OBJET DE LA GARANTIE

Avant la survenance d'un litige pouvant être pris en charge selon les termes de l'art 2, la collectivité pourra solliciter une consultation juridique ou engager une procédure pour faire valoir ses droits.

Au moment de la survenance d'un litige garanti selon les termes de l'art 2, l'assureur s'engage :

- A procurer à l'assuré tous avis et conseils destinés à rechercher une solution amiable
- A permettre à l'assuré, en cas d'échec des pourparlers amiables, de faire valoir ses droits devant toutes juridictions

Ainsi, dans la limite du montant des garanties prévues, l'assureur prendra en charge les frais engagés, notamment :

- ◆ Les honoraires d'avocats et auxiliaires de justice
- ◆ Les honoraires d'experts
- ◆ Les frais de déplacements

ARTICLE 2 CHAMP D'APPLICATION DE LA GARANTIE

Sont garantis les litiges liés à l'existence de la collectivité aux activités qui sont les siennes et aux attributions qui lui sont dévolues par les textes en vigueur, l'assureur intervenant tant en demande qu'en défense. Plus particulièrement, sont concernés par la présente garantie, **LES LITIGES** :

- ◆ **liés au fonctionnement des services de la collectivité, notamment dans les domaines suivants :**
 - Budget
 - Voirie
 - Environnement
 - Hygiène
 - Services de secours et d'incendie
 - Gestion des cimetières
 - Gestion des services publics industriels ou commerciaux (services de distribution de l'Eau, assainissement, cantines, collecte ou traitement des ordures ménagères...)
 - Organisation de foires, marchés et fêtes locales
 - Organisation d'élections à but professionnel ou social.
- ◆ **découlant de ses rapports avec d'autres collectivités.**
- ◆ **les conflits de travail entre la collectivité et ses agents.**
- ◆ **survenant dans la gestion des biens du domaine public ou du domaine privé de la collectivité.**
- ◆ **liés à l'exercice des compétences en matière d'urbanisme.**
- ◆ **dus à des opérations d'acquisition, d'achat, de vente, de location, d'entretien, de dépôt, de garde, de biens immobiliers ou mobiliers.**

- ◆ **survenant au cours d'opérations d'expropriation, de remembrement, de bornage.**
- ◆ **liés à des interventions économiques : création de zones d'activités, aides aux entreprises, actions destinées à relayer les défaillances de l'initiative privée pour assurer les services nécessaires aux besoins locaux. Ces interventions peuvent être réalisées sous forme de prêts, avances, bonification d'intérêts, garanties de remboursements d'emprunts.**
- ◆ **survenant au moment de la formation, de l'exécution et de la réalisation de TOUS CONTRATS et MARCHES DE DROIT PUBLIC OU PRIVE conclu par la collectivité.**

ARTICLE 3 EXCLUSIONS

Sont exclus :

- Les litiges relevant d'assurances obligatoires à la charge de l'assuré ainsi que ceux garantis au titre d'une clause de Défense et recours d'un contrat d'assurance de Responsabilité Civile ou d'un contrat d'assurance de Dommages.
- Les litiges portant sur le recouvrement de créances.
- Les litiges consécutifs au non-paiement par l'assuré de sommes dont le montant et l'exigibilité ne sont pas sérieusement contestables.
- Les litiges survenant lors du fonctionnement et de l'organisation interne de la collectivité, notamment ceux résultant de la légalité des convocations et des débats, des rapports entre le Maire et le conseil municipal ou le Président et l'organe délibérant et de l'organisation des délégations de pouvoir.
- Les litiges relatifs à la matière fiscale et douanière.
- Les litiges portant sur le montant des loyers et fermages.
- Les litiges afférents aux droits de succession et aux legs.
- Les litiges relevant de l'activité, du fonctionnement, de la gestion et de la disparition des entreprises, sociétés et personnes morales de droit privé ayant bénéficié de l'intervention de l'assuré.
- Les litiges opposant l'assuré à son assureur.
- Les litiges nés de la guerre civile ou étrangère ; par contre, les litiges consécutifs à des émeutes ou mouvements populaires sont garantis si les représentants de l'assuré n'y ont pris aucune participation.
- Les litiges relevant des responsabilités édictées par les articles 1792 à 1792-6 du Code Civil.
- Les litiges concernant l'assurance de dommages visée à l'article L.242 du Code des Assurances.
- Les litiges relatifs à l'expression d'opinions politiques ou syndicales,

- Les litiges relevant du contentieux électoral.
- Les litiges consécutifs à la participation des élus de la collectivité, des agents et de toute personne placée sous son autorité, à une rixe, ainsi que les litiges résultant de leur faute intentionnelle ou personnelle.
- Les litiges liés au risque atomique provenant d'armes, de matériels ou d'installations nucléaires.
- Les frais antérieurs à la déclaration du litige à l'assureur.
- Les amendes, les sommes dues en principal, les intérêts et pénalités de retard, les dépens, les dommages intérêts ainsi que les condamnations au titre de l'article 700 du Nouveau Code de procédure Civile et 475-1 du Code de Procédure Pénale.

ARTICLE 4 FONCTIONNEMENT DU CONTRAT

4.1 DÉCLARATION DU LITIGE

L'assuré doit déclarer le litige à l'assureur avant d'entamer une quelconque action ou démarche, les frais antérieurs à la déclaration ne sont pas pris en charge par l'assureur.

4.2 CONSTITUTION ET CONDUITE DU DOSSIER

La constitution du dossier incombe à la collectivité qui devra communiquer toutes pièces et informations se rapportant au litige, ainsi que tous les éléments de preuve nécessaires à la conduite du dossier.

La conduite du dossier est assurée d'un commun accord entre la collectivité et l'assureur.

En cas de désaccord entre la collectivité et l'assureur sur l'opportunité de transiger, d'en payer ou de poursuivre une action amiable ou contentieuse, la procédure d'arbitrage prévue ci-après sera mise en œuvre.

ARTICLE 5 CHOIX DE L'AVOCAT

L'assuré dispose du libre choix de l'avocat ou de toute autre personne qualifiée (expert...)

ARTICLE 6 ARBITRAGE

En cas de désaccord entre l'assureur et l'assuré pour la conduite du dossier, il sera fait appel à un arbitre désigné d'un commun accord pour régler le différend. A défaut, celui-ci est désigné par le Président du Tribunal de Grande Instance statuant en référé.

Les frais exposés pour la mise en œuvre de l'arbitrage sont à la charge de l'assureur, sauf décision contraire du Président du Tribunal de Grande Instance.

Si l'assuré engage à ses frais une procédure contentieuse et obtient une solution plus favorable que celle proposée par l'assureur ou l'arbitre, il est indemnisé des frais exposés pour l'exercice de cette action dans la limite du montant de la garantie et dans la mesure où la décision est définitive.

<p><i>CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES</i> <i>(CONDITIONS PARTICULIÈRES)</i> <i>C.C.T.P.</i></p>
--

L'assureur accepte dans leur intégralité les dispositions prévues au C.C.T.G

Les clauses ci-après viennent compléter ou modifier, pour ce qu'elles ont de contraire,
les dispositions du C.C.T.G.
(Conditions Générales de la garantie)

PROTECTION JURIDIQUE

ARTICLE 1 - ASSURANCE POUR COMPTE

La Commune de BEAULIEU-LÈS-LOCHES agit pour son compte ou pour le compte de qui il appartiendra.

ARTICLE 2 - LIMITE DE GARANTIE

Plafond d'intervention par affaire : 76 000 Euros

ARTICLE 3 - SEUIL D'INTERVENTION

➤ 500 Euros

**CAHIER DES CLAUSES
ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES
(CCAP)**

<p align="center">PROCEDURE ADAPTÉE SELON L'ARTICLE 28 DU CODE DES MARCHES PUBLICS</p>

➤ *Le présent C.C.A.P. devra être paraphé page par page.*

ART 1 OBJET DE LA CONSULTATION

La Commune de BEAULIEU-LÈS-LOCHES procède à une consultation en vue de mettre en place un contrat d'Assurance garantissant la PROTECTION JURIDIQUE DE LA COLLECTIVITÉ.

ART 2 COLLECTIVITE SOUSCRIPTRICE

La Commune de BEAULIEU-LÈS-LOCHES
Représenté par son Maire en exercice

ART 3 ADRESSE

MAIRIE
PLACE DU MARECHAL LECLERC
37600- BEAULIEU-LÈS-LOCHES

ART 4 LISTE DES DOCUMENTS CONTRACTUELS

Le marché est constitué par les documents contractuels énumérés ci-dessous par ordre de priorité décroissante :

- ◆ L'acte d'engagement et ses annexes
- ◆ Le présent cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.) dont l'exemplaire conservé dans les archives de l'Administration fait seul foi.
- ◆ Le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.)
- ◆ Le cahier des clauses techniques générales / Conditions Générales de la Garantie (C.C.T.G.)
- ◆ L'Inventaire des risques

ART 5 PRISE D'EFFET DU MARCHE 01/01/2013

ART 6 ECHEANCE 01 janvier

ART 7 DUREE 4 ANS

ART 8 CONDITIONS DE RÉSILIATION

Possibilité de résiliation annuelle à l'échéance en respectant un préavis réciproque de 4 mois
Par dérogation à l'article R 113-10 du Code des Assurances, l'assureur ne pourra résilier le contrat après sinistre.
Seule la résiliation en respectant le préavis sera possible

ART 9 PRESENTATION DE LA CONSULTATION

9.1 Règlement général de la consultation :

- Le soumissionnaire devra respecter les dispositions contenues dans ce document qui fait partie intégrante du dossier de consultation.

9.2 Contrat en cours :

La COLLECTIVITE est titulaire d'un contrat garantissant totalement ou partiellement les risques mentionnés à l'article 1 du C.C.A.P.

* Compagnie : SMACL

9.3 Co-Assurance :

La présente consultation ne vaut pas ordre d'étude et libère si besoin les Co-Assureurs de leurs obligations vis à vis des Apériteurs actuels.

9.4 Inventaire des risques :

Le soumissionnaire reconnaît avoir une connaissance précise des activités de la Collectivité telles que décrites à « l'inventaire des risques » joint et ***ne pourra donc se prévaloir dans l'exécution du contrat d'une absence ou d'une insuffisance de renseignements.***

ART 10 DÉTERMINATION DU PRIX DU MARCHÉ

10.1 Le Cahier des Charges

L'Assureur est considéré comme ayant accepté dans son intégralité l'ensemble des clauses et conditions de l'ensemble des pièces du Cahier des Charges.

10.2 La tarification

Elle sera fixée selon le montant indiqué et exprimé par des primes HT et TTC.

10.3 Révision

La prime sera indexée chaque année, à l'échéance, d'après l'indice F.F.B.

La franchise restera fixe sur la durée du marché.

Le soumissionnaire indiquera dans son offre la valeur du dernier indice connu : il tiendra lieu de référence du cahier des charges.

ART 11 PAIEMENT DES PRIMES / ÉTABLISSEMENT DE LA FACTURE

Les primes du présent contrat devront être payées dans les formes prescrites selon les règlements administratifs en vigueur, les Compagnies renonçant à suspendre les garanties ou à résilier le contrat si le retard de paiement des primes est dû à la seule exécution des formalités administratives (y compris vote des crédits).

Fractionnement : annuel

Les factures afférentes au paiement seront établies en un original et deux copies portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- ◆ **Le nom et l'adresse du créancier**
- ◆ **Le numéro de son compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement**
- ◆ **Le numéro et la date du marché**
- ◆ **La désignation de la prestation exécutée**
- ◆ **Le prix net H.T. de chaque prestation**
- ◆ **Le taux et le montant des taxes en vigueur**
- ◆ **Le montant total T.T.C. des prestations exécutées**

Le règlement du prix par la collectivité se fera sur présentation de l'appel de prime ou de cotisation selon le principe du délai global de paiement en vigueur à compter de la réception de la facture.

Tout dépassement de délai donnera lieu à versement d'intérêts auprès de l'Assureur au taux de l'intérêt légal en vigueur à la date à laquelle ils ont commencé à courir, augmenté de 2 points. L'ordonnancement ou le mandatement des intérêts moratoires par l'Ordonnateur interviendra au plus tard le 30ème jour suivant la date de mise en paiement du principal par le Comptable. Passé ce délai, des intérêts moratoires complémentaires seront dus.

ART 12 VALIDITÉ

La garantie est acquise dès la prise d'effet prévue au présent C.C.A.P.

ART 13 PÉRIODE D'EXÉCUTION - RÉILIATION

Période d'exécution

L'exécution du Marché prend effet à la date figurant sur le présent C.C.A.P et s'effectue par période d'UN AN.

Résiliation

Après signature du marché , en cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés à l'article 44 et à l'article 46 du code des marchés publics ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R 324 - 4 ou R 324-7 du code du travail conformément au 1° du I de l'article 46 du code des marchés publics la résiliation du marché se fera aux torts exclusifs du co-contractant de la Personne publique.

ART 14 MISE EN ŒUVRE DES GARANTIES

L'assureur prend en charge et règle directement les honoraires d'avocat et les frais de justice qui se révèlent nécessaires dans la limite du plafond de garantie et du plafond de prise en charge des honoraires d'avocat figurant en annexe.

Ainsi, l'assuré ne doit en aucun cas régler personnellement des frais, provisions, honoraires dont l'assureur ne peut apprécier le bien-fondé et qu'il peut donc refuser de lui rembourser ;

Sont exclues des garanties, les cautions pénales, les amendes, les astreintes, les sommes auxquelles l'assuré pourrait être condamné à titre principal et personnel ainsi que les frais et dépens exposés par la partie adverse et qui doivent être supportés par l'assuré par décision judiciaire, de même que les sommes au paiement desquelles l'assuré devrait être éventuellement condamné au titre de l'article 700 du Nouveau Code de Procédure Civile, 375 et 475-1 du Code de Procédure Pénale ou L.8-1 du Code des Tribunaux Administratifs.

Sont également exclues des garanties, les consignations susceptibles d'intervenir dans le cadre d'une procédure pénale initiée par l'assurée lorsqu'elles sont demandées à l'assuré qui dépose une plainte consécutivement à des violences volontaires dans le cadre de la garantie « Recours – Violences volontaires »

Sont acquises à l'assureur, subrogé dans les droits de l'assuré, les sommes recouvrées sur l'adversaire au titre des dépens, de l'article 700 du Nouveau Code de Procédure Civile, 375 et 475-1 du Code de la Procédure Pénale ou L.8-1 du Code des Tribunaux Administratifs, à concurrence des sommes avancées par l'assureur.

ART 15 CONDITIONS DE MISE EN ŒUVRE DES GARANTIES

L'assuré doit être agent de la Collectivité souscriptrice lors de la déclaration de litige ou de sa demande téléphonique.

La disparition de cette condition emporte perte du bénéfice de la garantie protection juridique.

Les litiges susceptibles d'être pris en charge doivent :

- être fondés en droit,
- avoir une origine postérieure à la date d'entrée en vigueur du contrat, ou à la date d'entrée à la Collectivité souscriptrice, si elle a eu lieu postérieurement.

Sont cependant pris en charge les litiges dont l'origine est antérieure à la date d'entrée en vigueur du contrat alors que l'assuré exerçait une fonction d'agent au sein de la Collectivité, si l'assuré justifie n'en avoir eu connaissance que postérieurement à cette date,

- être déclarés antérieurement à la date à laquelle a cessé le contrat.

ART 16 GESTION DES LITIGES

16-1 – déclaration :

- ◆ Les litiges susceptibles de mettre en jeu les garanties prévues au C.C.T.G. doivent être déclarés par écrit et de manière circonstanciée à l'Assureur dans les 30 jours suivant leur connaissance par l'Assuré.
- ◆ L'Assuré doit transmettre à l'Assureur dans les 48 H toute pièce de procédure reçue par lui.

16-2 : gestion :

16-2-1 : gestion de la demande téléphonique :

L'assureur met à la disposition de l'assuré un service spécialisé qui traite par téléphone les demandes de conseil juridique relevant des domaines de droit garantis.

16-2-2 : gestion du litige :

L'assureur procède à l'examen de la déclaration, informe l'assuré de la nature et de l'étendue de ses droits et obligations, apprécie le bien-fondé juridique du litige et demande si besoin est communication de toutes informations, pièces, nécessaires à l'instruction du dossier.

A défaut de trouver une solution amiable et dans le cas où une suite judiciaire est donnée au litige, l'assuré a le libre choix de son avocat. S'il ne connaît pas le nom et l'adresse d'un avocat du réseau de l'assureur territorialement compétent.

Il ne doit, en cours de gestion du litige, même contentieuse, être régularisée aucune transaction sans l'accord de l'assureur, à peine de voir peser sur l'assuré l'obligation de rembourser les frais d'ores et déjà engagés par l'assureur, sous réserve de l'application de la clause d'arbitrage.

Si une procédure est engagée, l'assuré a la direction de son procès. L'assuré s'oblige cependant à communiquer à l'assureur, ou à lui faire communiquer, sur simple demande de sa part, tous actes, avis assignations, etc. utiles à l'étude et au suivi du litige.

S'il se révèle, en cours de gestion, que la partie adverse est sans domicile connu ou insolvable, l'assureur peut suspendre la prise en charge des frais d'une instance ou d'exécution d'une décision de justice, devenue de ce fait inutile.

S'il apparaît en cours de procédure, que les informations données par l'assuré lors de la déclaration de sinistre, ou ultérieurement, sont erronées ou incomplètes, l'assureur peut suspendre le règlement de tous frais et honoraires volontairement demander à l'assuré le remboursement des sommes d'ores et déjà réglées. L'assureur peut également informer le souscripteur, afin que doit envisagée l'exclusion du bénéficiaire du contrat.

ART 17 DESACCORD ENTRE L'ASSURÉ ET L'ASSUREUR

En cas de conflit ou de désaccord entre l'assuré et l'assureur quant au règlement d'un litige, il est fait application des dispositions de la loi n° 89-1014 du 31 décembre 1989 portant adaptation du Code des Assurances à l'ouverture du marché européen.

17-1 – Le conflit d'intérêts ou le désaccord peut être soumis à l'appréciation d'un arbitre désigné d'un commun accord. A défaut d'accord des deux parties sur le nom de cet arbitre, ce dernier est désigné par le Président du Tribunal de Grande Instance du domicile du défendeur, statuant en référé, sur la demande de la partie la plus diligente.

Toutefois, le Président du Tribunal de Grande Instance saisi, statuant en la forme des référés peut en décider autrement lorsque l'assuré a mis en œuvre cette faculté dans des conditions abusives.

17-2 – L'arbitre est dispensé des règles habituelles de la procédure. Il réunit les parties comme il l'entend, assistées ou représentées par leur conseil si elles en font choix, aussi souvent qu'il le désire ; il peut entendre tout sachant, demander communication de toute pièce lui apparaissant nécessaire, solliciter l'avis d'un homme de l'art.

Il doit faire connaître son opinion aux deux parties, par écrit, dans un délai de trois mois, à compter de sa saisine.

17-3 – Dans le cas où l'assureur n'est pas d'accord avec l'assuré pour prendre en charge un litige ou une procédure, ou la poursuivre, l'assuré peut ne pas se prévaloir de la clause d'arbitrage ou encore refuser la proposition de l'arbitre et assumer personnellement les frais de son intervention en justice. Dans cette hypothèse, en effet, si l'assuré obtient alors une solution plus favorable que celle retenue par l'assureur ou proposée par l'arbitre, l'assureur s'engage à lui rembourser, déduction faite des sommes revenant à l'assuré au titre des dépens ou de l'article 700 du Nouveau Code de Procédure Civile, 475 et 475-1 du Code de la Procédure Pénale ou L.8-1 du Code des Tribunaux Administratifs, le montant de ses débours (frais et honoraires), dans la limite des obligations contractuelles.

Fait à
Le

Signature de la Compagnie

ACTE D'ENGAGEMENT

COMMUNE DE BEAULIEU-LÈS-LOCHES

LOT N° 4

OBJET : ASSURANCE PROTECTION JURIDIQUE

ACTE D'ENGAGEMENT

Marché public de services

Type : PROCEDURE ADAPTÉE
SELON L'ARTICLE 28 DU CODE DES MARCHÉS PUBLICS

REPRESENTANT DE LA PERSONNE PUBLIQUE CONTRACTANTE :

Madame le Maire de la Commune de BEAULIEU-LÈS-LOCHES

Partie réservée à l'administration

Date du marché :

Montant :

Imputation :

Pouvoir adjudicateur : Commune de BEAULIEU-LÈS-LOCHES représentée par Madame Le Maire

Ordonnateur : Madame le Maire de la Commune de BEAULIEU-LÈS-LOCHES

**Comptable public assignataire
des paiements :** TRESORIER COMPTABLE DE LOCHES

ENTRE LES SOUSSIGNES :

Madame le maire de la Commune de BEAULIEU-LÈS-LOCHES

d'une part,

et

Madame ou Monsieur

Agissant en qualité de	Courtier ou Agent*	Représentant la Compagnie d'Assurances :
Nom et raison sociale		
Adresse		
Téléphone Fax :		
Inscription au registre du commerce de :		
Numéro RCS		
Immatriculation Siret:....		
Code APE		

*barrer la mention inutile

Désigné dans ce qui suit sous le vocable <<l'assureur>>

d'autre part,

Il a été convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 – ENGAGEMENT DE L'ASSUREUR

L'assureur s'engage :

-après avoir pris connaissance du C.C.A.P. et des documents y figurant, du **CCTP (Condition particulière)**, le **CCTG (Condition Générales de la garantie)** et **L'INVENTAIRE DES RISQUES**, qui constituent le marché établi, sous la forme d'un contrat d'assurances,

-après avoir fourni les attestations et déclarations prévues au Code des Marchés Publics,

à exécuter dans leur intégralité l'ensemble des clauses et conditions définies au Cahier des Charges et concernant le lot PROTECTION JURIDIQUE :

L'offre ainsi présentée ne le lie toutefois que si son acceptation lui est notifiée dans un délai de **120 jours** à compter de la date limite de remise des offres fixées par le Règlement de Consultation.

ARTICLE 2 – DURÉE DU MARCHÉ

- 4 ANS avec Possibilité de résiliation annuelle à l'échéance en respectant un préavis réciproque de 4 mois
- Par dérogation à l'article R 113-10 du Code des Assurances, l'assureur ne pourra résilier le contrat après sinistre. Seule la résiliation en respectant le préavis sera possible
- Prise d'effet : 01/01/2013

ARTICLE 3 TARIFICATION/ APERITION

3.1 UNITE MONETAIRE : L'Euro

3.2 INDICE DE REFERENCE

Indice de référence	Base de l'indice de souscription
F.F.B.	

3.3 TARIFICATION

3-3-1 : Compagnie

	PROTECTION JURIDIQUE	
	Prime HT	Prime TTC
Cf C.C.T.P.		

➤ **Prime TTC exprimée en toutes lettres**

Formule de base :

3.4 APÉRITION :

Compagnie Apéritrice :

Pourcentage d'apérition :

Co-assurance éventuelle :

ARTICLE 4 – RÉSERVES PAR RAPPORT AU DCE

Réserves éventuelles devant faire l'objet, en annexe d'une énumération précise.

Nombre de réserves :

ARTICLE 5 – DELAIS D'EXÉCUTION

Le contrat faisant l'objet du présent Marché d'une durée 4 ANS prend effet le 01/01/2013 et expire le 31/12/2016.

Le délai d'exécution part de la date d'effet figurant sur la note de couverture

et s'effectue par période d'un an.

ARTICLE 6 – CONDITIONS DE RÉSILIATION

Le contrat faisant l'objet du présent marché sera résiliable à l'échéance telle que figurant au CCAP, soit le 01/01, en respectant un préavis de 4 mois à la charge de la Compagnie et de 4 mois à la charge de la Collectivité.

Par dérogation à l'article R 113-10 du Code des Assurances, l'assureur ne pourra résilier le contrat après sinistre. Seule la résiliation en respectant le préavis sera possible

Après signature du marché, en cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés à l'article 44 et à l'article 46 du code des marchés publics ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R 324 - 4 ou R 324- 7 du code du travail conformément au 1° du I de l'article 46 du code des marchés publics la résiliation du marché se fera aux torts exclusifs du co-contractant de la Personne publique

ARTICLE 7 – PAIEMENTS

La personne publique se libérera des sommes dues au titre du présent Marché par mandatement au crédit du compte ouvert au nom de l'assureur :

Ouvert au nom de :

Pour les prestations suivantes :

Etablissement :

Numéro de compte :Clé :Code banque :Code guichet :

(Joindre impérativement le relevé d'identité bancaire)

ARTICLE 8 - INTERDICTION

L'assureur affirme sous peine de résiliation du marché, à ses torts exclusifs, que lui même et la société pour laquelle il intervient ne tombe pas sous le coup de l'interdiction de soumissionner indiquée à l'article 43 du code des marchés publics.

L'ASSUREUR

Fait à, le

Mention manuscrite « *Lu et Approuvé* »

Signature du représentant de la compagnie

CHOIX DE LA COLLECTIVITÉ

Acceptation de l'offre

Est acceptée la présente offre pour valoir acte d'engagement en ce qui concerne le lot n°4:

PROTECTION JURIDIQUE

Prime HT

Prime TTC

PJ COMMUNAUTÉ DE COMMUNES :

VARIANTE :

POUVOIR ADJUDICATEUR

A....., le.....

DATE DE NOTIFICATION AU TITULAIRE :

ANNEXE À L'ACTE D'ENGAGEMENT

Eléments d'appréciation de l' Assistance technique et des moyens consacrés à la gestion du contrat

Cette annexe constitue un élément de l'offre et doit être obligatoirement remplie

Elle devra être paraphée et signée

LOT Numéro 4 : PROTECTION JURIDIQUE

Modalité de gestion des dossiers

Le nom d'un interlocuteur unique, responsable de l'ensemble de la gestion du contrat et des relations avec la Commune :

Modalité de gestion des sinistres

1- Délais moyens et modalités d'instruction des sinistres

Délai moyen d'accusé réception

Interlocuteur unique

Délai moyen de mission d'expertise

Nom adresse de l'expert

2 - Délais moyens de paiements des sinistres

3 - Prise en charge directe des frais

4- Fourniture de statistiques annuelles sur les sinistres comportant

Le bien, la personne

Les circonstances

Le montant du sinistre

Le montant à la charge de l'Assureur

L'ASSUREUR

Fait à....., le

Mention manuscrite « *Lu et Approuvé* »

Signature du représentant de la compagnie